

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 24/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THOR

325 rue Balmes Salaise-sur-Sanne
ZIP - CS 50041
SALAISE SUR SANNE
38550 Saint-Maurice-l'Exil

Références : Is-166RT
Code AIOT : 0006103183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement THOR implanté 325 rue Balmes ZI Portuaire 38150 Salaise-sur-Sanne. L'inspection a été annoncée le 08/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THOR
- 325 rue Balmes ZI Portuaire 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société THOR est un site classé SEVESO seuil haut depuis 2018 pour son stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique. Il exploite actuellement une usine de fabrication de biocides, d'auxiliaires textiles et de produits d'ignifugation. Il a cédé une partie de ses activités et de ses bâtiments à la société Elkem fin 2021 et a racheté une bande de 24 m de large à l'ouest du site en mars 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : SGS et accidentologie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 5	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement du 17/10/2023, article R515-100	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Gestion des presque accidents ou des incidents REX	Code de l'environnement du 17/10/2023, article R. 512-69	/	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site THOR est organisé pour gérer des événements et des situations d'urgence, informer sur ces événements et les analyser.

Toutefois, un travail conséquent à la fois de vérification de l'adéquation de cette organisation actuelle avec les exigences réglementaires, et de formalisation est nécessaire. Cette formalisation devra être réalisée en lien et articulée avec les mises à jour en cours du POI et du SGS, afin d'aboutir à un système cohérent de manière globale et adapté à la réglementation.

Par ailleurs, la politique de prévention des accidents majeurs nécessite d'être mise en place avec un suivi d'indicateurs adapté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'un SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le site dispose d'un manuel SGS (version 1 du 11/01/2022). Cependant, selon l'exploitant, ce manuel nécessite un travail de mise à jour du fait de diverses évolutions : mise en place d'un PPI, modifications du POI, mise en place d'une astreinte et évolutions du personnel. Cette mise à jour devra également intégrer ou faire référence à la formalisation du système global de gestion des événements. Par ailleurs, la version actuelle du manuel SGS n'a pas été validée par l'ensemble de la chaîne de validation. Selon l'exploitant, ceci est dû aux évolutions du personnel citées ci-dessus.
<u>Demande n°1:</u> Sous 6 mois, tenir à jour le manuel SGS afin de tenir compte des dernières évolutions du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents

évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

Constats :

Selon l'exploitant, il existe deux grandes familles d'événements qui peuvent se produire sur son site (cette organisation n'est pas formalisée) :

1/ les départs de feu avérés (via déclenchements de l'alarme incendie) : dans ce cas, le POI est systématiquement déclenché (cf logigramme « schéma d'alerte sur détection incendie » en journée / hors journée figurant dans le POI), et l'inspection est prévenue par le biais des actions réflexes d'information prévues dans le POI (Chap. 5 fiche réflexe communication (fiche guide COM-1).

2/ les autres types d'événements (sécurité, environnement) : ils sont remontés via un formulaire informatique accessible par tous les salariés du site. Une fois validé, le formulaire arrive sur la boîte mail du service QHSE et l'événement fait alors systématiquement l'objet d'une analyse, sans communication particulière à l'extérieur du site. Pour le volet environnement, les événements sont principalement de type « épandage » (contenants de volume maximum 1 m3).

L'exploitant devra vérifier que cette organisation permet, le cas échéant, d'identifier tout incident ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 qui nécessitent de ce fait une notification à l'IIC en application de l'article R512-69 du CE : épandage de produit toxique ou défaillances des mesures de prévention telle qu'une indisponibilité du système d'extinction incendie par exemple.

Pour rappel, les accidents et incidents ne donnent pas lieu à une définition réglementaire précise dans le code de l'environnement. Seule la notion d'accident majeur est définie dans la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 (article 18), applicable uniquement aux établissements Seveso. Néanmoins, il est usuellement considéré que les accidents sont les événements qui ont porté atteintes aux intérêts protégés par le code de l'environnement (L 511-1), alors que les incidents sont les événements qui, dans des circonstances différentes, auraient pu porter atteintes à ces intérêts.

Demande n°2 : Sous 6 mois, formaliser le système global de gestion des événements du site, y compris l'organisation mise en place pour leur analyse et, le cas échéant, l'adapter afin de pouvoir identifier les incidents ou accidents de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 qui nécessitent de ce fait une notification à l'IIC en application de l'article R512-69 du CE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/10/2023, article R. 512-69

Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou

<p>incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des événements des catégories 1/ et 2/ ci-dessus (déclenchement du POI ou autres événements) fait l'objet d'une analyse des causes systématiques avec le service concerné par l'événement, la personne concernée et le service maintenance. Les actions correctives qui en ressortent sont reportées dans le tableau de suivi global des actions correctives « Suivi des actions QSE » (QSE-AN-25). Ce tableau est balayé à minima 4 fois par an : à l'occasion de 2 revues de processus, de la revue de direction et en fin d'année.</p> <p>Cette organisation n'est pas formalisée.</p> <p>12 événements « environnement » ont été remontés depuis 2022, sans aucun déclenchement de POI. Les rapports des événements 2023-02 et 2023-01 ont été consultés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Défaillances des Mesures de Maîtrise des Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures de maîtrise des risques [...]</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne dispose pas de MMR, seulement de barrières de sécurité : disques de rupture sur les 4 réacteurs et soupapes sur les circuits de chauffe associés.</p> <p>Il n'y a pas de maintenance sur les disques de rupture et les soupapes font l'objet de qualifications</p>

annuelles au titre de la réglementation ESP et en cas d'anomalie font l'objet d'un remplacement (ce qui ne s'est encore jamais produit)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Politique de prévention des accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p>Constats :</p> <p>La politique de prévention des accidents majeurs n'est pas définie. Seuls des objectifs 2023, non en lien direct avec la prévention des accidents majeurs, sont définis.</p> <p>Selon l'article L515-33 du code de l'environnement, « L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs.</p> <p>Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs.</p> <p>Cette politique est mise à jour et réexaminée périodiquement.»</p>
<p><u>Demande n°3 : Sous 6 mois :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en place une politique de prévention des accidents majeurs en définissant des objectifs précis et en lien direct avec la prévention des accidents majeurs, conformément à l'article L515-33. Cette politique sera mise à jour et réexaminée périodiquement. - définir et mettre en œuvre une procédure permettant d'évaluer périodiquement l'efficacité et l'adéquation de sa PPAM.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, gestions des situations d'urgence
Prescription contrôlée :

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.
Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Constats :

L'exploitant dispose d'un logigramme « schéma d'alerte sur détection incendie » en journée / hors journée figurant dans le POI.

Il apparaît toutefois que d'autres scénarios que les départs de feu sont susceptibles de donner lieu à un déclenchement du POI : l'explosion de la chaudière par exemple.

Pour rappel, le POI doit être déclenché pour tout événement susceptible de conduire à des dommages à la santé publique, à l'environnement ou aux biens.

Par ailleurs, l'exploitant s'est interrogé sur le fait de déclencher ou non le POI dans le cadre de l'événement du 19 septembre 2023 qui a mené au confinement du site suite au confinement de la plateforme voisine. Le rex de cet événement devra être étudié.

Enfin, selon le logigramme « schéma d'alerte sur détection incendie » en journée / hors journée figurant dans le POI, c'est la directrice du site qui doit être appelée et qui décide ou non du déclenchement du POI. Il est nécessaire que la personne prenant cette décision soit joignable à tout moment. L'exploitant a précisé qu'une astreinte a été mise en place dernièrement.

Demande n°4 : Sous 6 mois :

- établir une procédure de gestion des situations d'urgence permettant de garantir le déclenchement du POI pour tout événement susceptible de conduire à des dommages à la santé publique, à l'environnement ou aux biens. En ce sens, l'exploitant étudiera si d'autres scénarios que les départs de feu sont susceptibles de donner lieu à un déclenchement du POI ;
- s'assurer que la personne déclenchant le POI soit joignable à tout moment, ou qu'une liste d'appel soit mise en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Exercices POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/10/2023, article R515-100

Thème(s) : Actions nationales 2023, gestions des situations d'urgence

Prescription contrôlée :

[...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

Constats :

Le POI du site est testé tous les ans, en lien avec la plateforme industrielle voisine. Le dernier exercice a eu lieu le 25 avril 2023 (scénario : départ de feu en cellule liquides inflammables et extension à l'ensemble des cellules de stockage).

L'analyse de cet exercice montre la nécessité d'un certain nombre d'actions d'amélioration à mettre en œuvre, notamment sur la mise à jour du POI et sur des améliorations techniques de

gestion de crise. Ces actions sont reportées dans le tableau de suivi global des actions correctives « Suivi des actions QSE » (QSE-AN-25). Les actions correctives découlant de l'analyse de l'exercice du 25 avril 2023 ont pour échéance le 01/07/2023, le 01/10/2023 et le 31/12/2023. Ce tableau est balayé à minima 4 fois par an : à l'occasion de 2 revues de processus, de la revue de direction et en fin d'année.

Il apparaît qu'au jour de l'inspection, aucune des actions correctives découlant de l'analyse de l'exercice du 25 avril 2023 n'a été réalisée. Aucune proposition de report d'échéance n'apparaît. L'exploitant a mentionné que le travail de mise à jour du POI était sa priorité et avait débuté.

Demande n°5 : Sous 6 mois, finaliser la mise à jour du POI.

Observation : L'inspection encourage l'exploitant à finaliser l'ensemble des actions correctives identifiées suite à cet exercice.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois